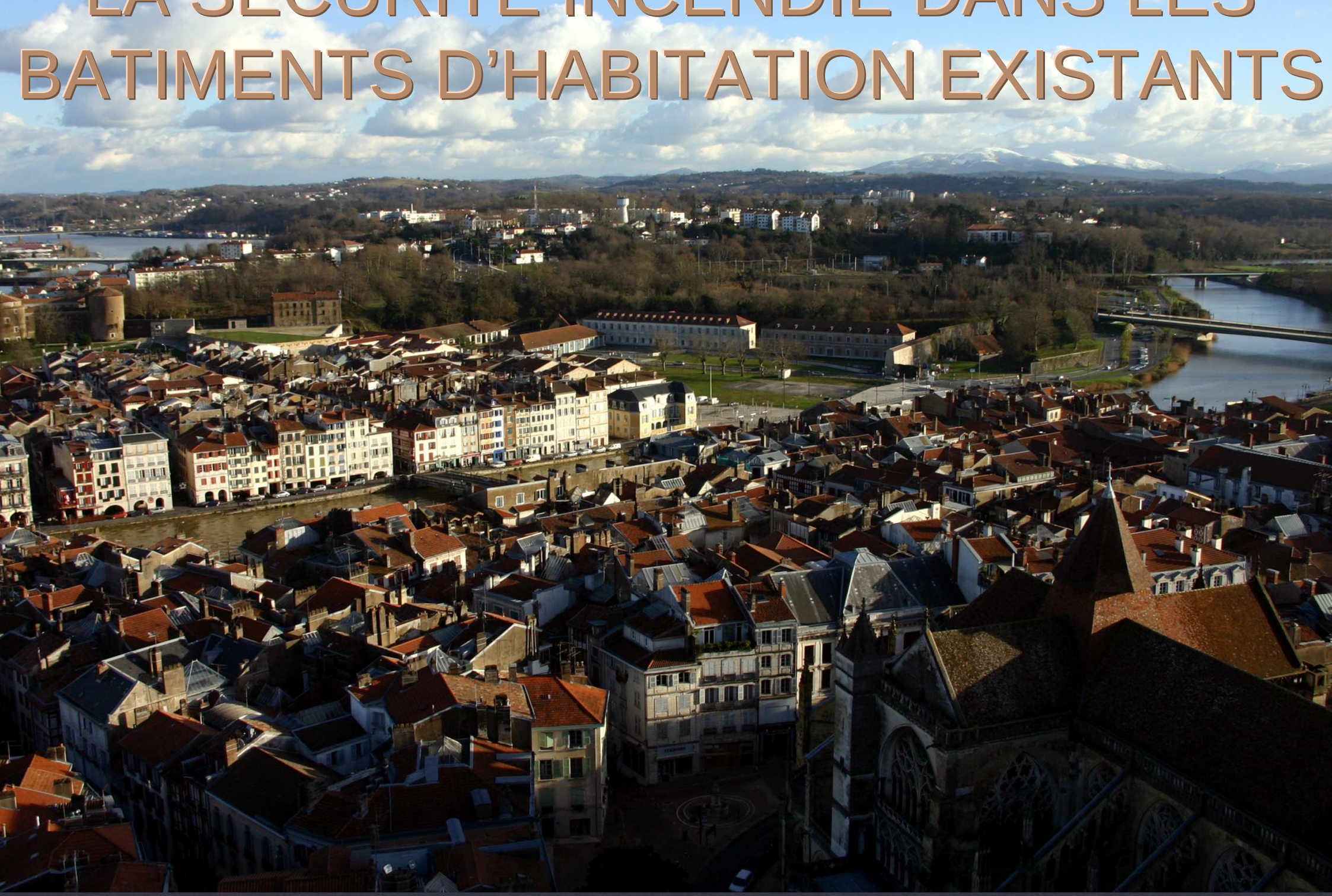
LA SÉCURITÉ INCENDIE DANS LES BATIMENTS D'HABITATION EXISTANTS



LE CADRE JURIDIQUE FRANCAIS

Des RECOMMANDATIONS pour les logements exista

•Circulaire du 13 décembre 1982

Une REGLEMENTATION pour les nouveaux logemer

•Arrêté du 31 janvier 1986

Concerne les bâtiments d’habitation;

Ne pas diminuer le niveau de sécurité antérieur;

Concerne les travaux réalisés dans le volume des bâtiments
xistants;

Les extentions, les surélévations peuvent se voir appliquer
s deux règles;

Une contradiction: *En cas de reprise totale du bâtiment, il est
ecommandé de se rapprocher de la réglementation* du 31
nvier 1986

DES CONCEPTIONS DIFFÉRENTES

our les nouveaux logements:

- Les habitants DOIVENT pouvoir sortir seuls par une issue sécurisée

our les logements existants:

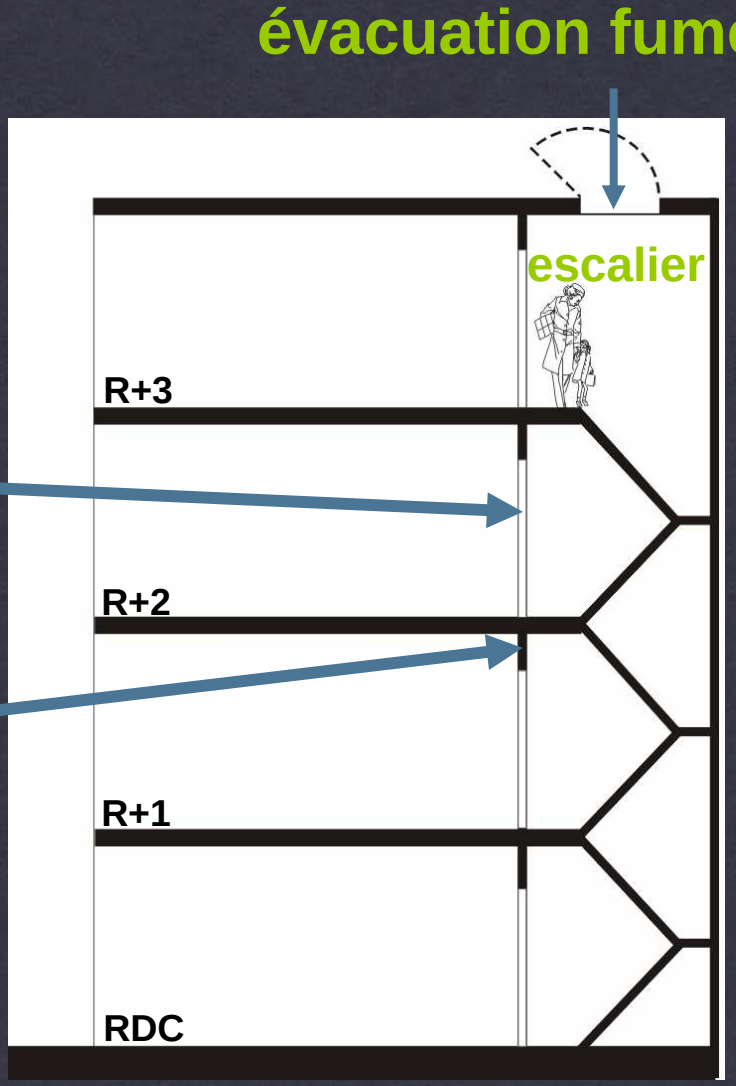
- Les logements sont accessibles, ils reçoivent un secours;

A défaut, ils doivent pouvoir quitter l’immeuble sans secours extérieur;

es habitants doivent pouvoir recevoir un secou

s habitants doivent pouvoir quitter le logement sa
secours extérieur:

Soit par un *escalier transformé*



Soit par une *évacuation autonome sécurisée*

LA RESTAURATION DES IMMEUBLES
UI N'AGGRAVE PAS L'ETAT INITIAL N'EXIG
PAS DE MESURES PARTICULIERES.

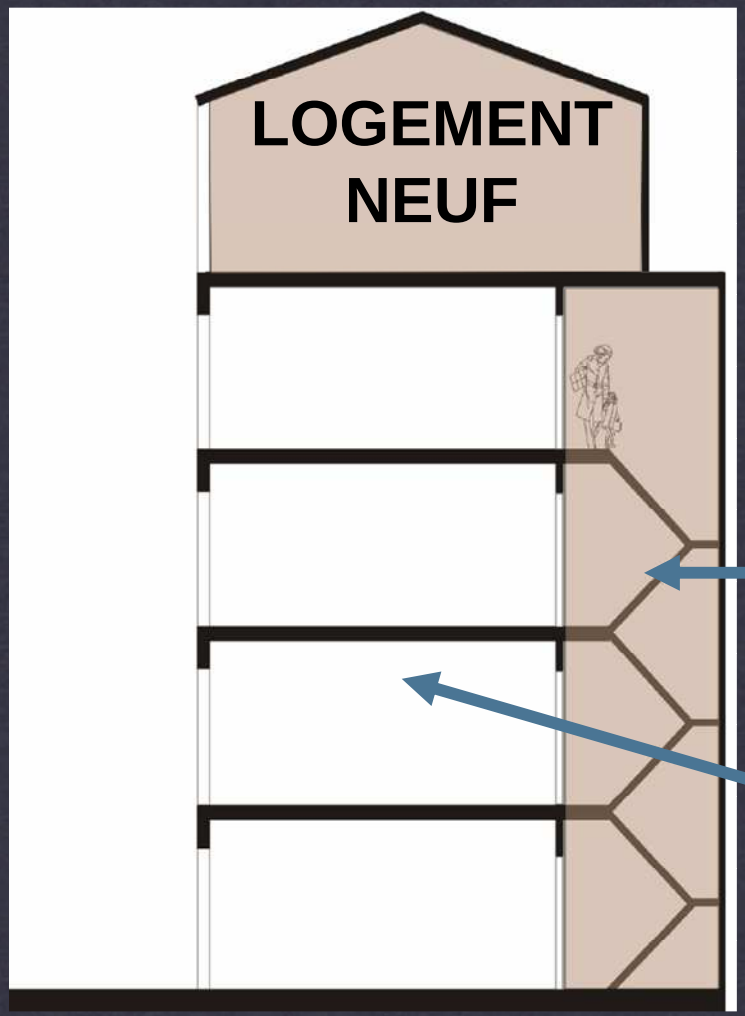
LA PREVENTION PAR RECOMANDATIONS
DEMEURE ESSENTIELLE.

e pas diminuer le niveau de sécurité antérieu

Ne pas augmenter le nombre de logements
as de division);

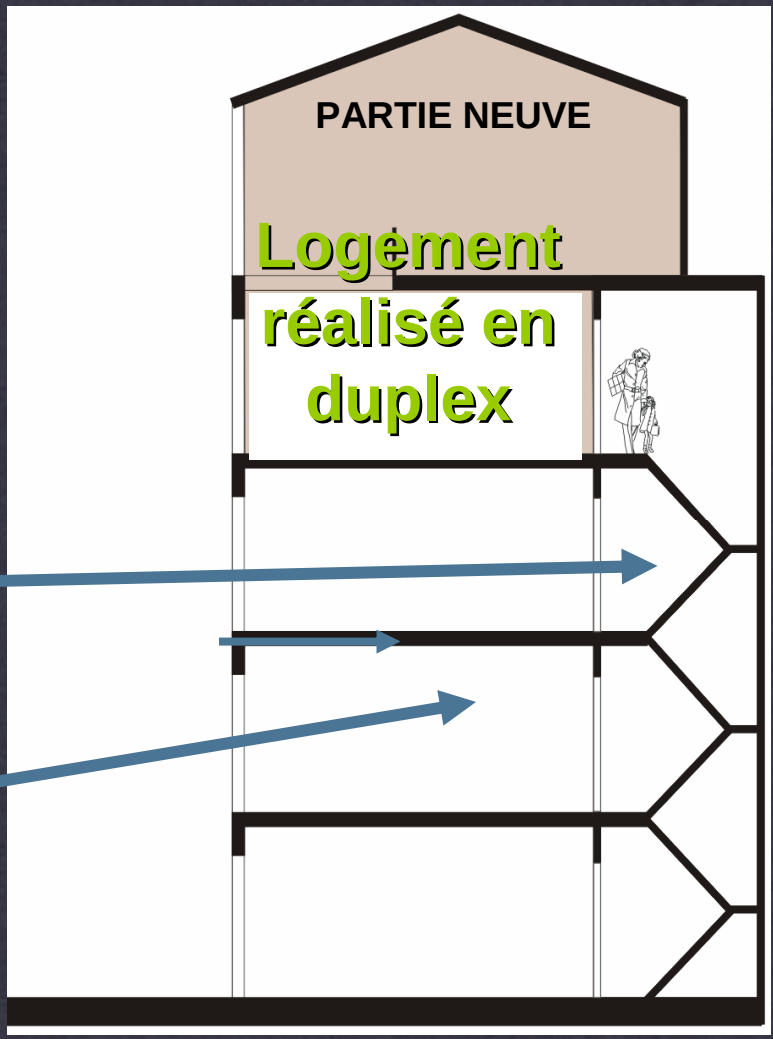
Ne pas diminuer la qualité coupe feu des
afonds des escaliers (structures apparentes
u des portes d’entrées;

BATIMENTS EXISTANTS



ESCALIER ANCIEN

BATIMENT
EXISTANT
RESTAURE



**<u>gement et ses moyens d'accès</u> sont
is à la réglementation du neuf (1986)**

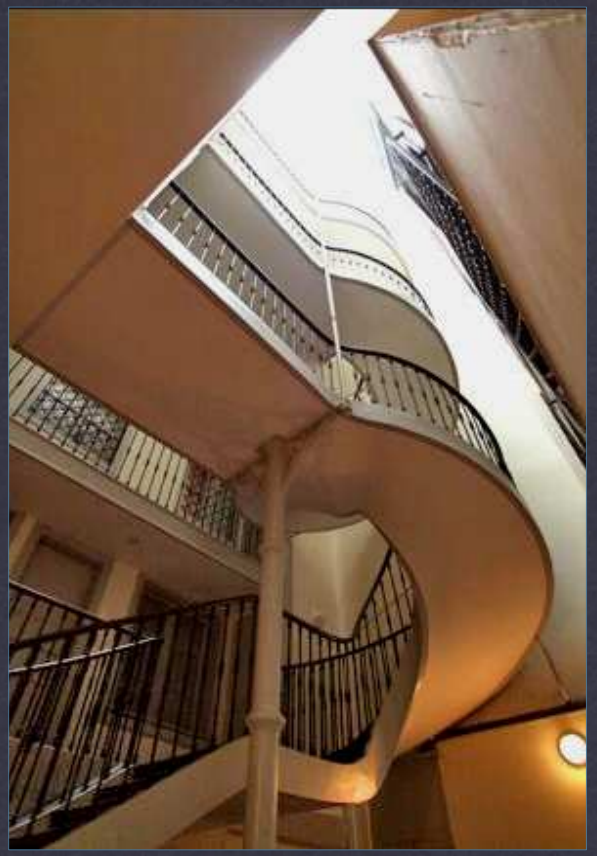
**<u>Seule la partie neuve</u> est
soumise à la réglementation d**

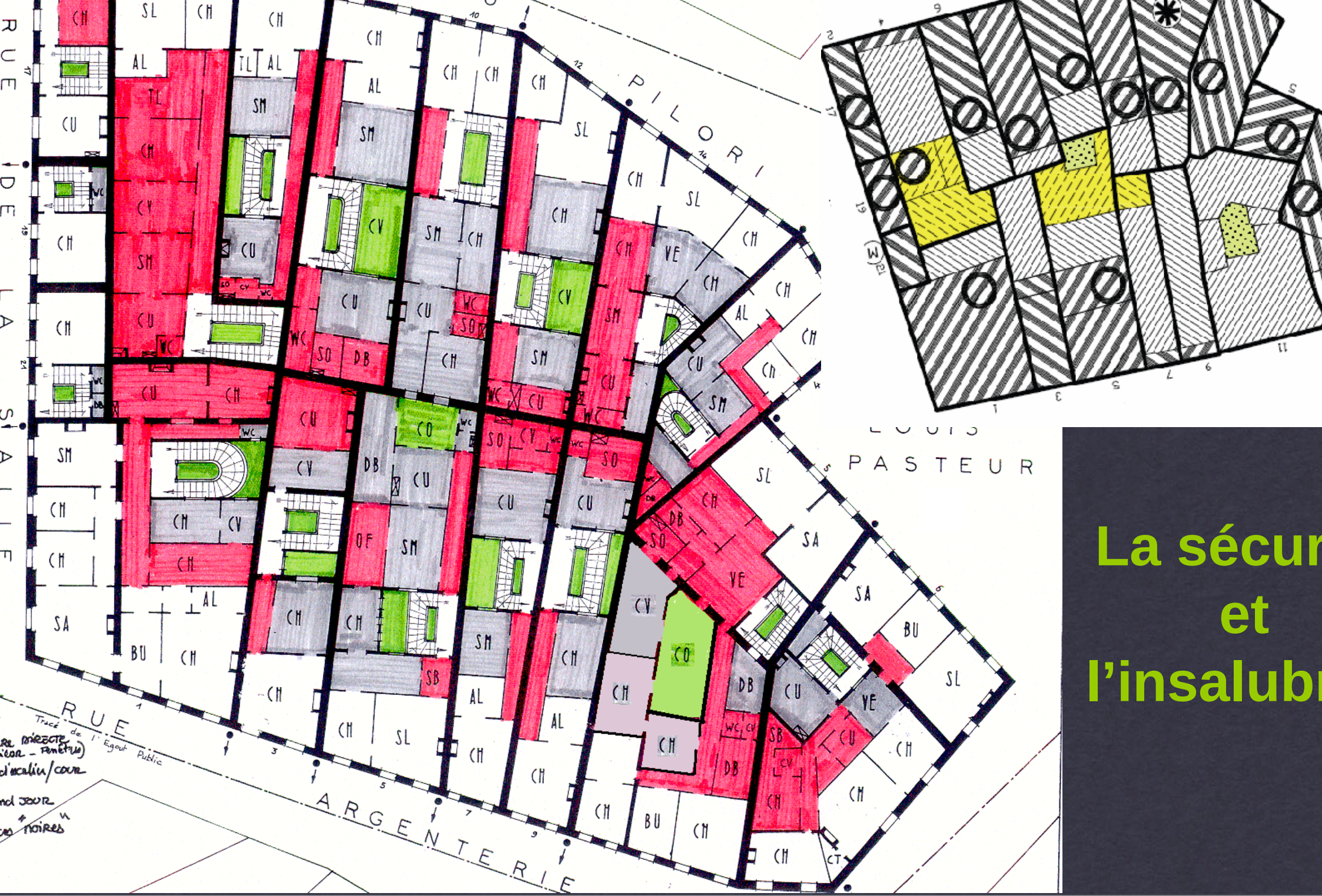
LE CAS DE BAYONNE

Madeira (P)
Canarias (E)
Guadeloupe (F)
Martinique (F)
Guyane (F)
Suriname
Brasil
Réunion (F)
Suomi
Finland
Norge
Sverige
Eesti
Latvija
Lietuva
R.
Danmark
Ireland
Eire
United Kingdom
Nederland
Belgie
Belgique
Deutschland
Polska
Belarus'
Rossija
Qazaqstan
Ukraïna
Luxembourg
Česká republika
Slovensko
Moldova
France
Liechtenstein
Suisse
Schweiz
Svizzera
Österreich
Magyarország
Slovenija
Hrvatska
Bosna i Hercegovina
Srbija
România
Sakartvelo
Azərbaycan
Haïastan
Iran
Andorra
Portugal
Monaco
San Marino
Italia
Crna Gora
България
Bulgaria
P.J.R.M.
Città del Vaticano
Shqipëria
Türkiye
Iraq
Ελλάδα
Ellada
BAYONNE

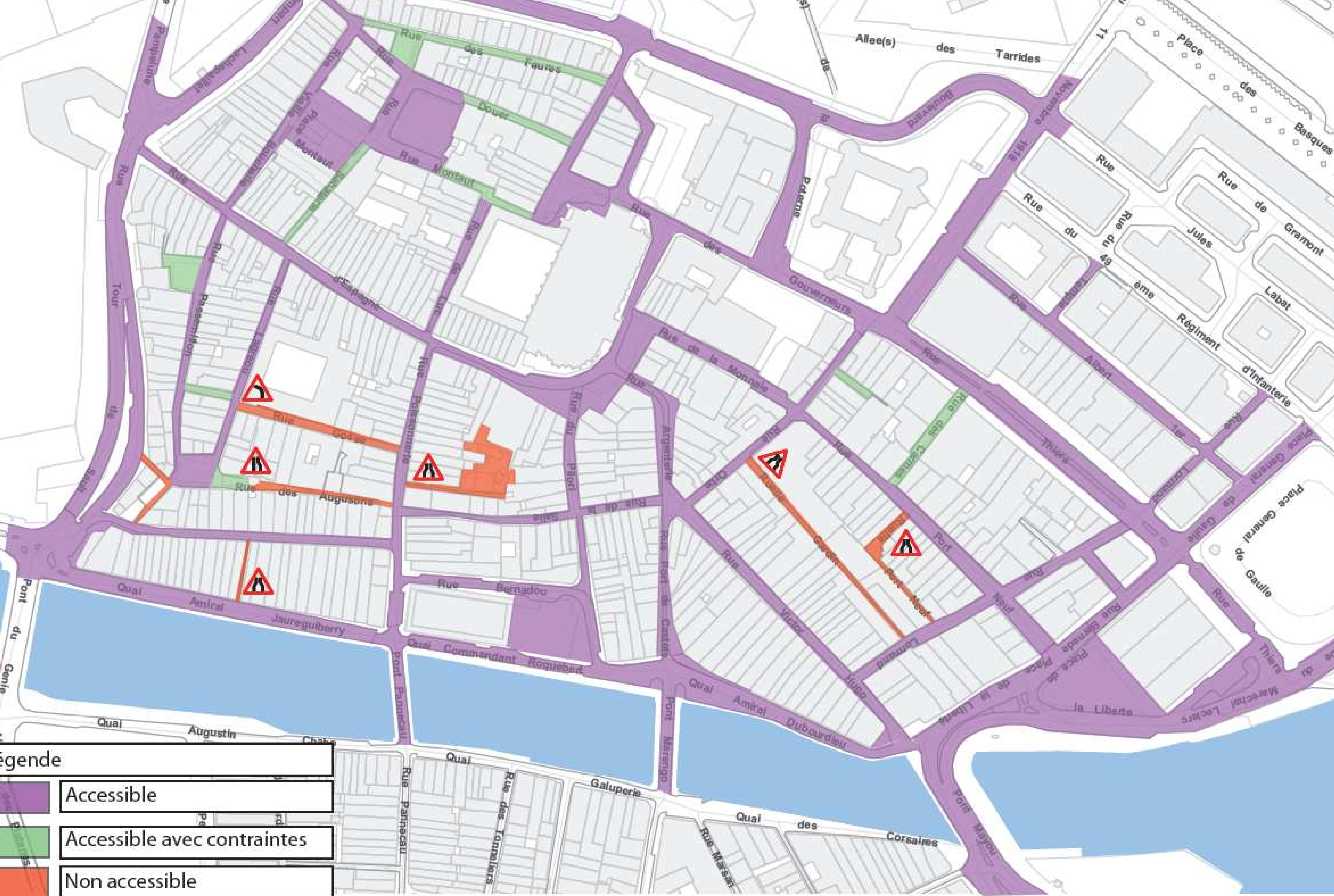
MEDIA MUSIC

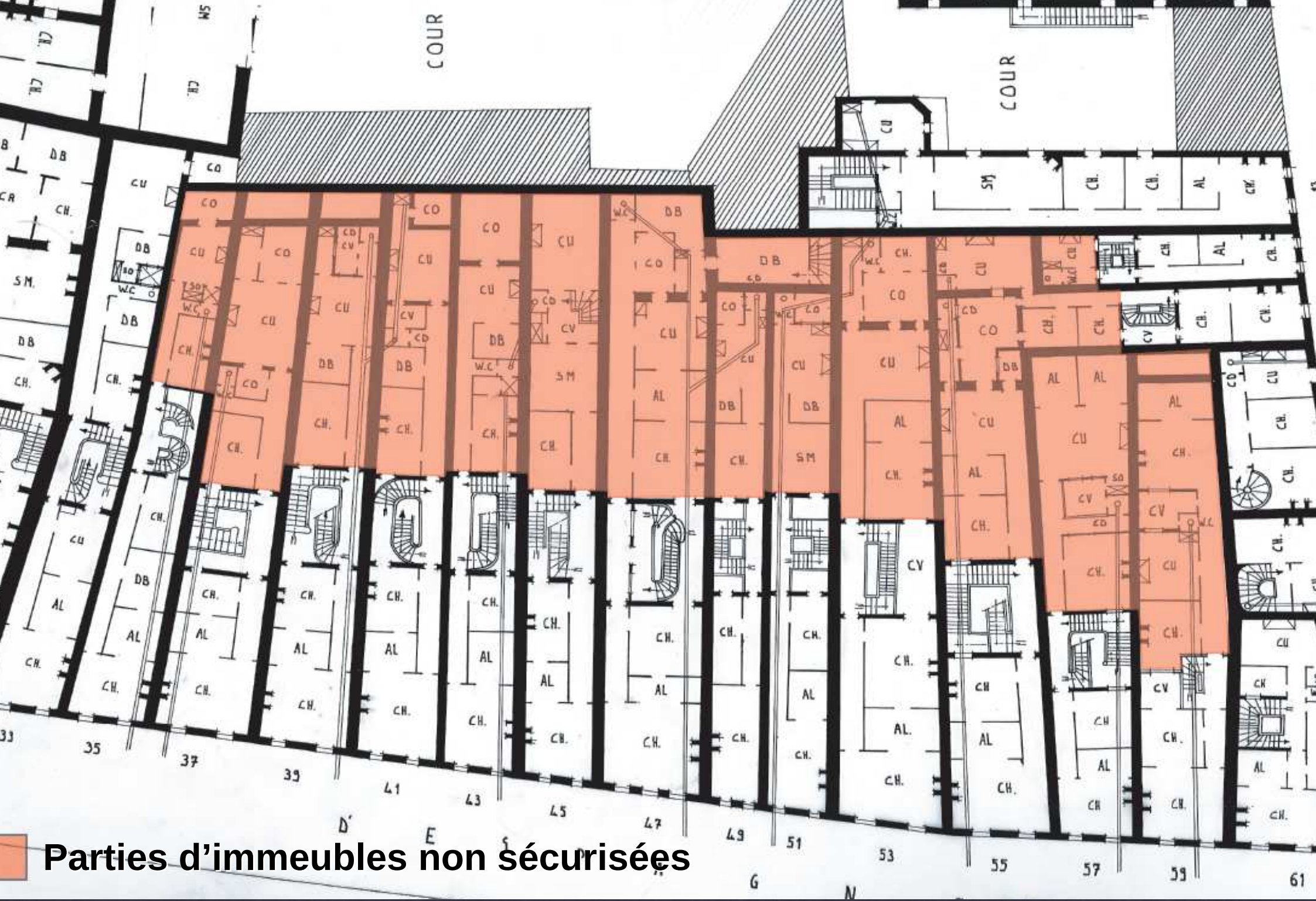
RESTAURANT LE MARENGO



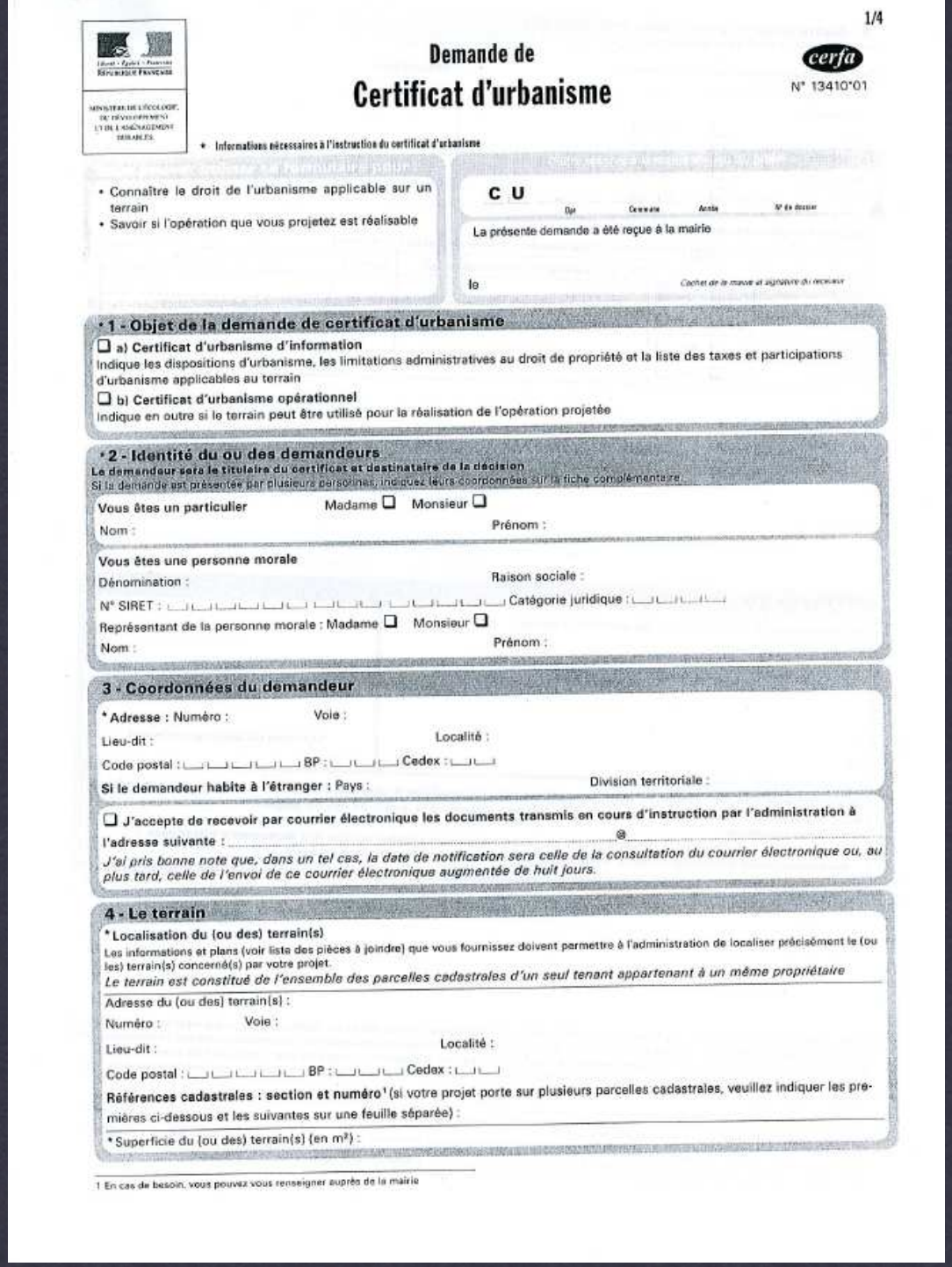


La sécur
et
l'insalubr


égende
Accessible
Accessible avec contraintes
Non accessible
Allee(s) des Tarrides
Rue des Faures
Rue Montaut
Rue des Gouverneurs
Rue de la Monnaie
Place des Basques
Rue de Gramont
Rue Jules Labat
Rue du 49 ème Régiment d'Infanterie
Rue Albert 1er
Rue Thiers
Place Général de Gaulle
Rue Poissonnerie
Rue Gosse
Rue des Augustins
Rue de la Salie
Rue Bernadou
Rue du Pilori
Rue Argenterie
Rue Port de Castets
Rue Victor Hugo
Rue Pont Neuf
Rue des Carmes
Place de la Liberté
Quai Amiral Jauréguiberry
Quai Commandant Roquebert
Quai Amiral Dubourdieu
Quai Augustin Chaho
Quai Galuperie
Quai des Corsaires
Pont Pannecau
Pont Marengo
Pont Mayou
Pont du Génie
Rue Pannecau
Rue des Tonneliers
Rue Marsan



Parties d'immeubles non sécurisées



1/4

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DURABLES

Demande de Certificat d'urbanisme

cerfa N° 13410*01

* Informations nécessaires à l'instruction du certificat d'urbanisme

- Connaître le droit de l'urbanisme applicable sur un terrain
- Savoir si l'opération que vous projetez est réalisable

C U

Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Objet de la demande de certificat d'urbanisme

☐ a) **Certificat d'urbanisme d'information**
Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain

☐ b) **Certificat d'urbanisme opérationnel**
Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée

2 - Identité du ou des demandeurs
Le demandeur sera le titulaire du certificat et destinataire de la décision
Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐
Nom : Prénom :

Vous êtes une personne morale
Dénomination : Raison sociale :
N° SIRET : Catégorie juridique :
Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐
Nom : Prénom :

3 - Coordonnées du demandeur

* Adresse : Numéro : Voie :
Lieu-dit : Localité :
Code postal : BP : Cedex :
Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : @
J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Le terrain

* Localisation du (ou des) terrain(s)
Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.
Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire

Adresse du (ou des) terrain(s) :
Numéro : Voie :
Lieu-dit : Localité :
Code postal : BP : Cedex :
Références cadastrales : section et numéro[1] (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer les premières ci-dessous et les suivantes sur une feuille séparée) :
* Superficie du (ou des) terrain(s) (en m²) :

1 En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

LE MAIRE QUI AUTORISE LES TRAVAUX SUR LES IMMEUBLES N'A PAS JURIDIQUEMENT COMPETENCE EN MATIERE DE SECURITE INCENDIE.

CE RISQUE EST JURIDIQUEMENT DE LA SEULE RESPONSABILITE DE L'ARCHITECTE ET DU PROPRIETAIRE

application de principes simples pour le logements

ne installation électrique saine,

es extincteurs,

n entretien régulier des installations gaz et électrique

ne surveillance des appareils électriques (1 incendie sur

ises électriques utilisées en surpuissance, fil de lampe abîm
lampadaire halogène sans grille, abat-jour en papier...

application de principes simples pour les parties communes

ne isolation des caves et greniers (locaux à risques);

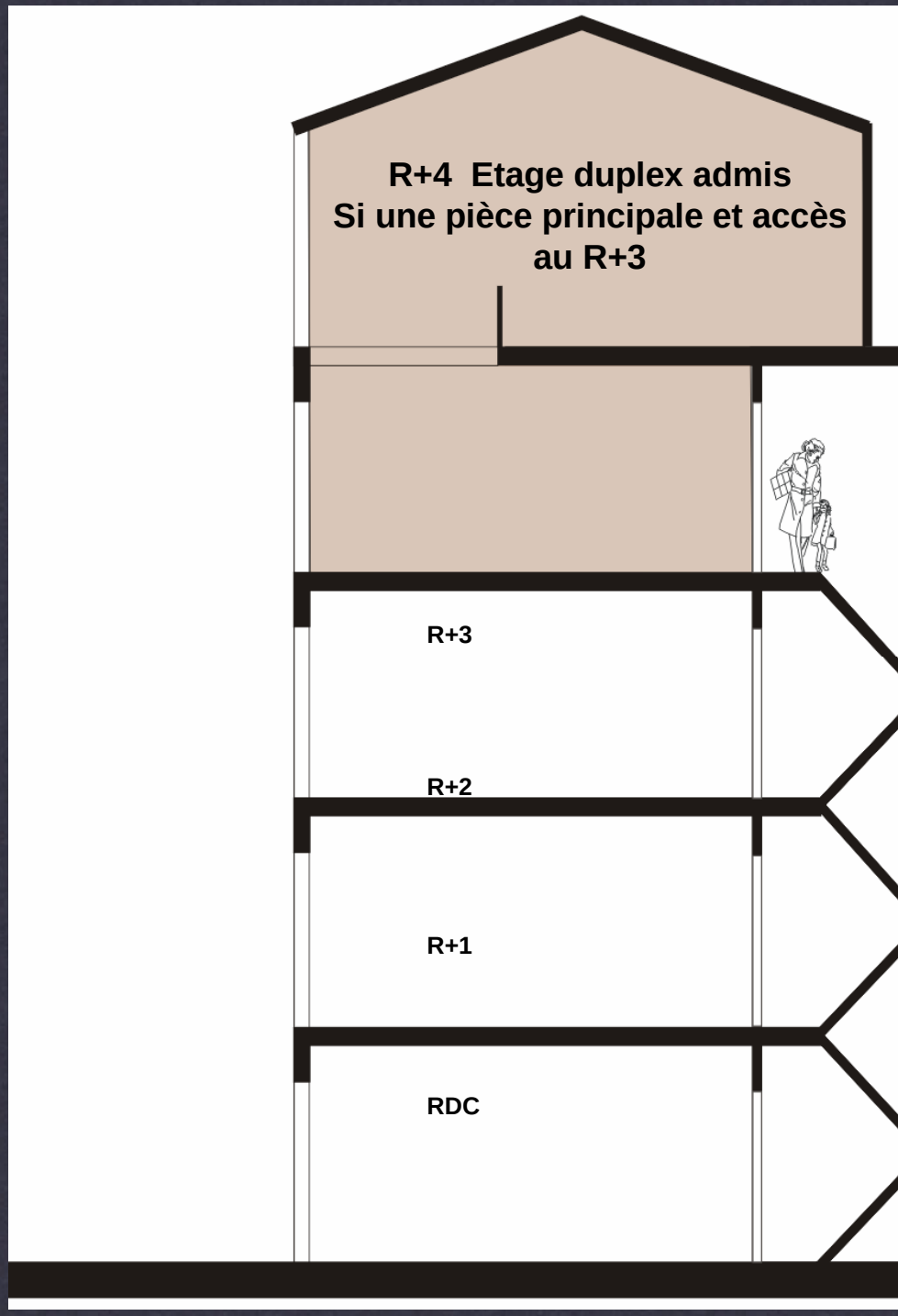
ne installation électrique saine,

suppressions de tous les éléments combustibles dans les es d'escalier (motos, matelas, poubelles, etc..);

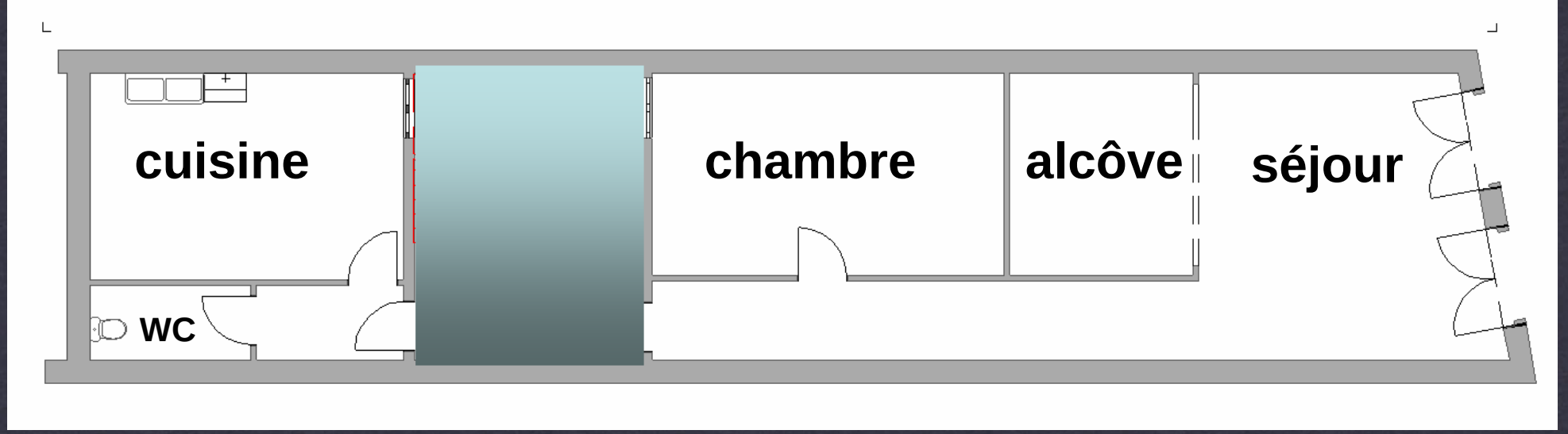
ose d'alarme incendie, d'extincteurs, de consignes de sécu

désenfumage naturel ou commandé;

CONTROLER LE PROGRAMME DES LOGEMENTS N’EST OSSIBLE QUE DANS LES SECTEURS PROTEGES



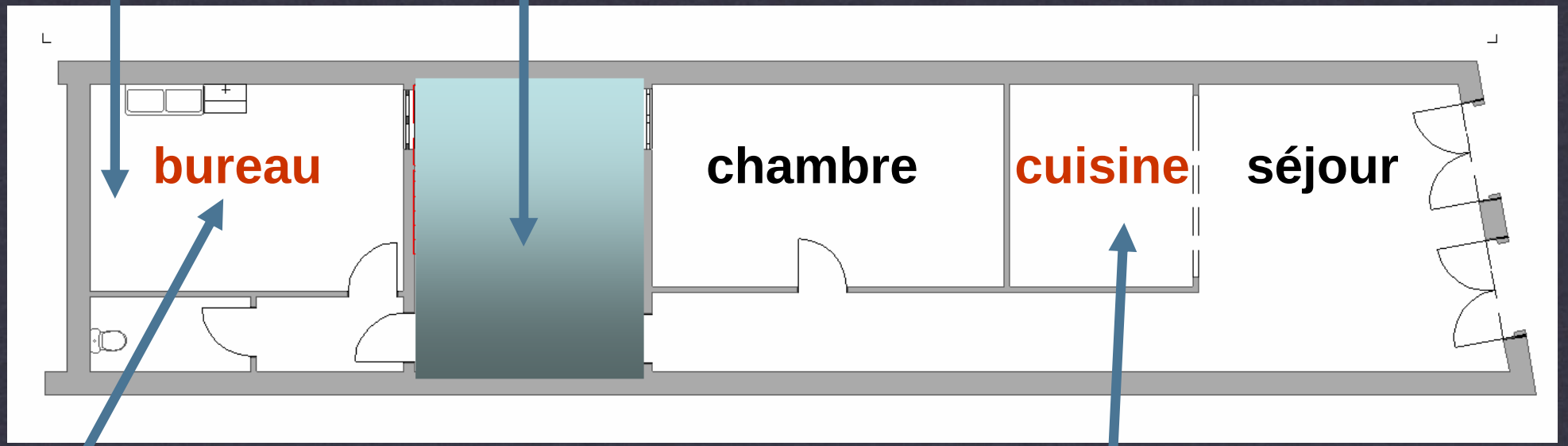
COUR
RUE
DE
3
5.7
9
13
CH.
AL.
CV
CU
CO
CD
SM
DB
SO
WC



Faça
sur

ntilation mécanique

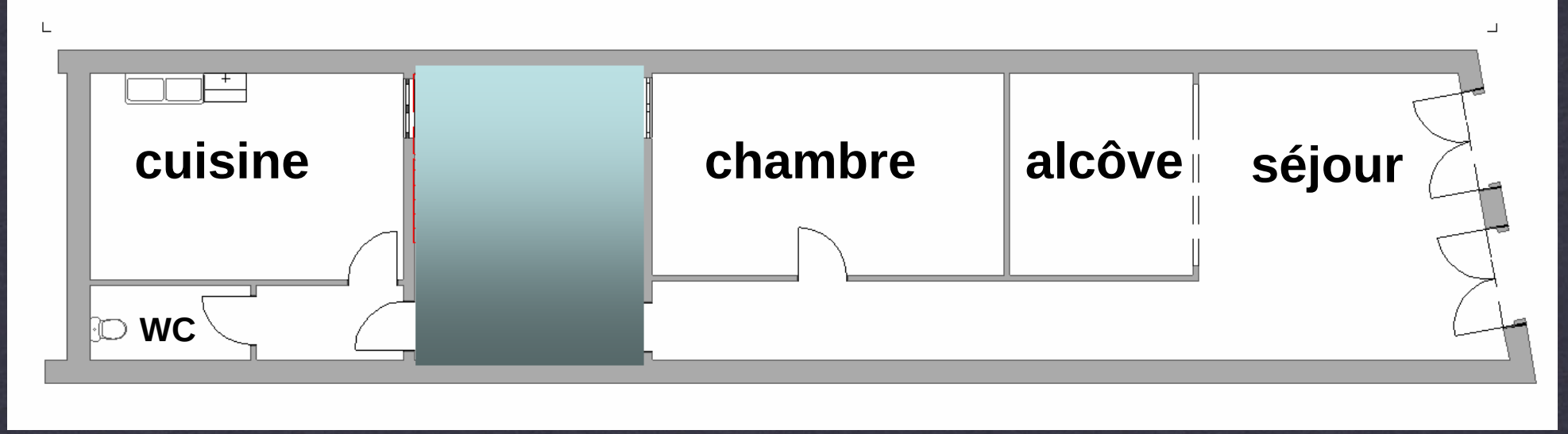
Alarme sonore et désenfumage de l'escalier



Faça
sur

e pièce de nuit à l'arrière

Pas de cuisine près de l'escalier

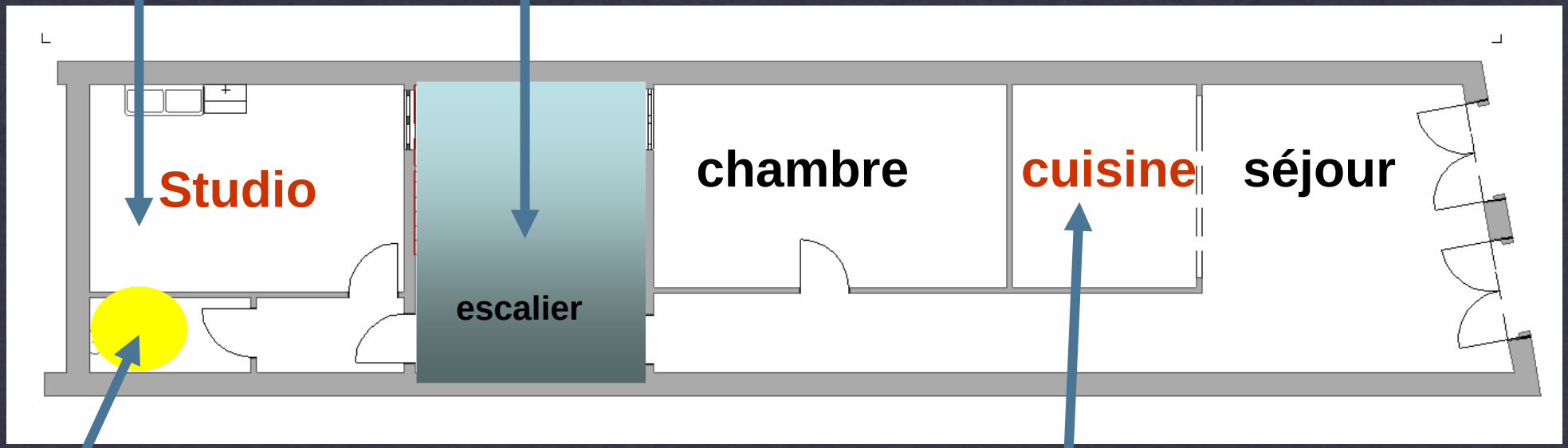


ux

Faça
sur

entilation mécanique

Alarme sonore et désenfumage de l'escalier

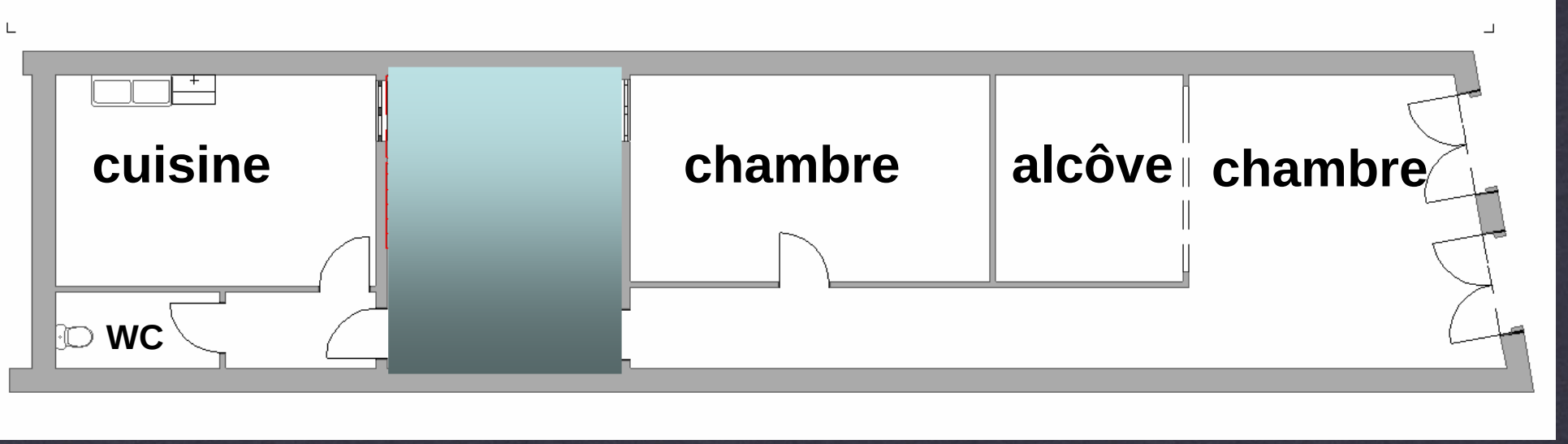


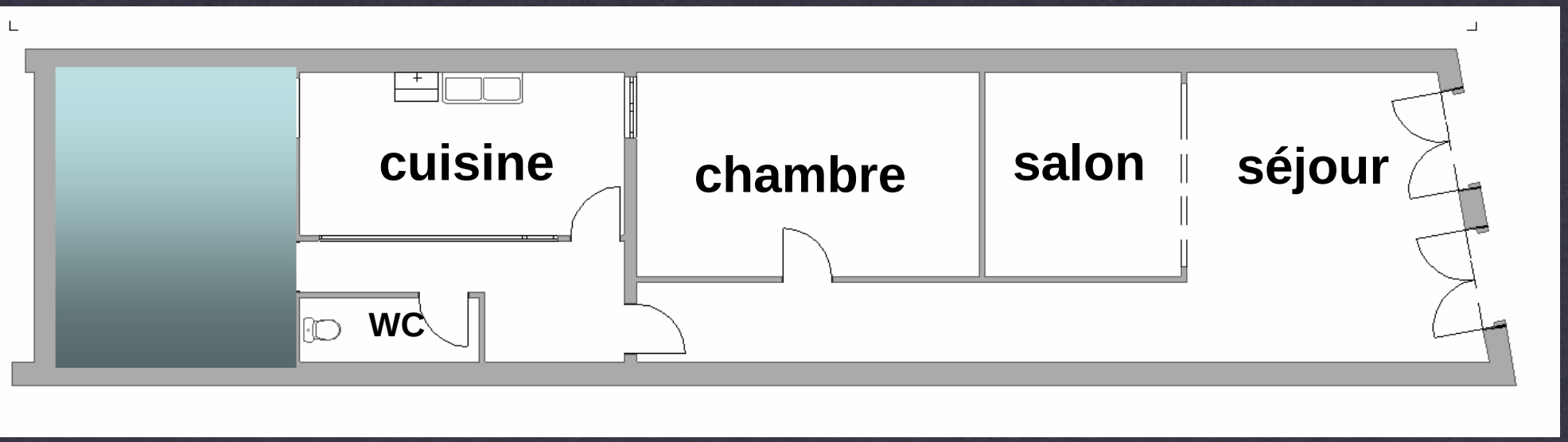
s
ux

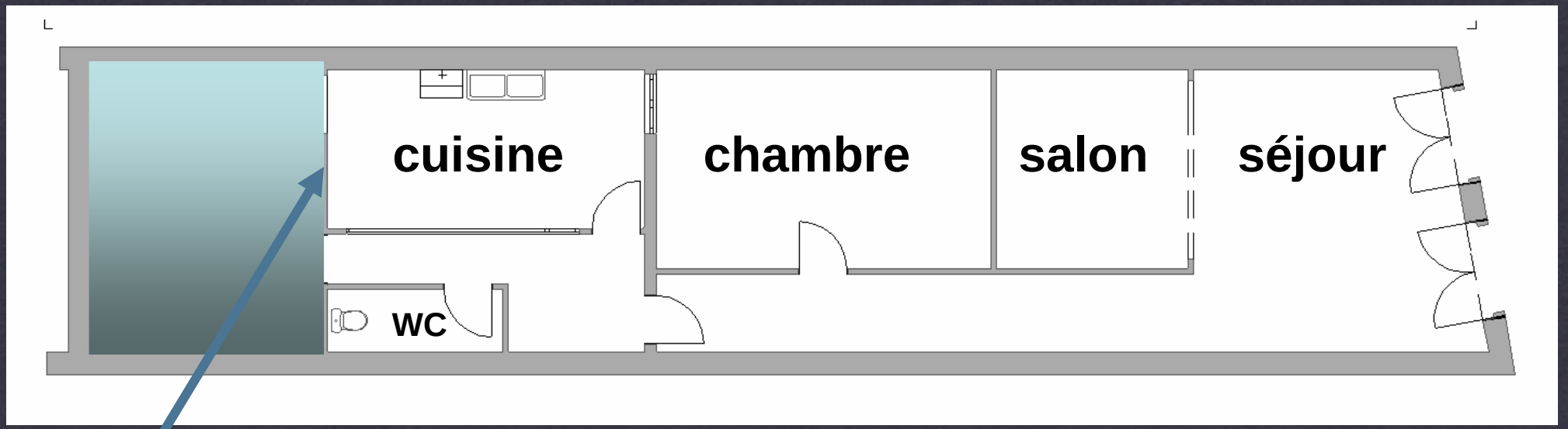
Faç
sur

uation autonome sécurisée

Pas de cuisine près de l'escalier


cuisine
WC
chambre
alcôve
chambre

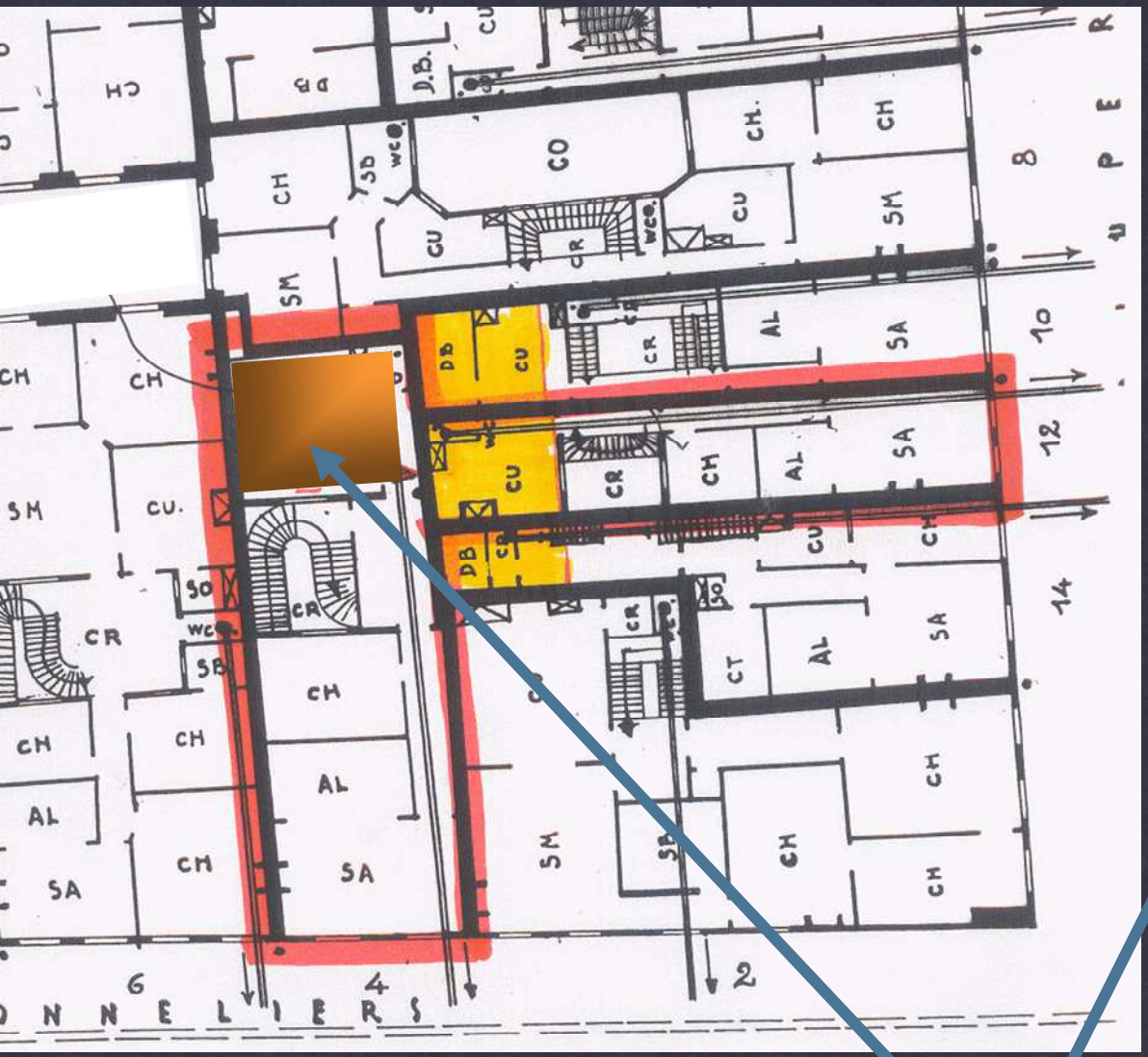

cuisine
WC
chambre
salon
séjour

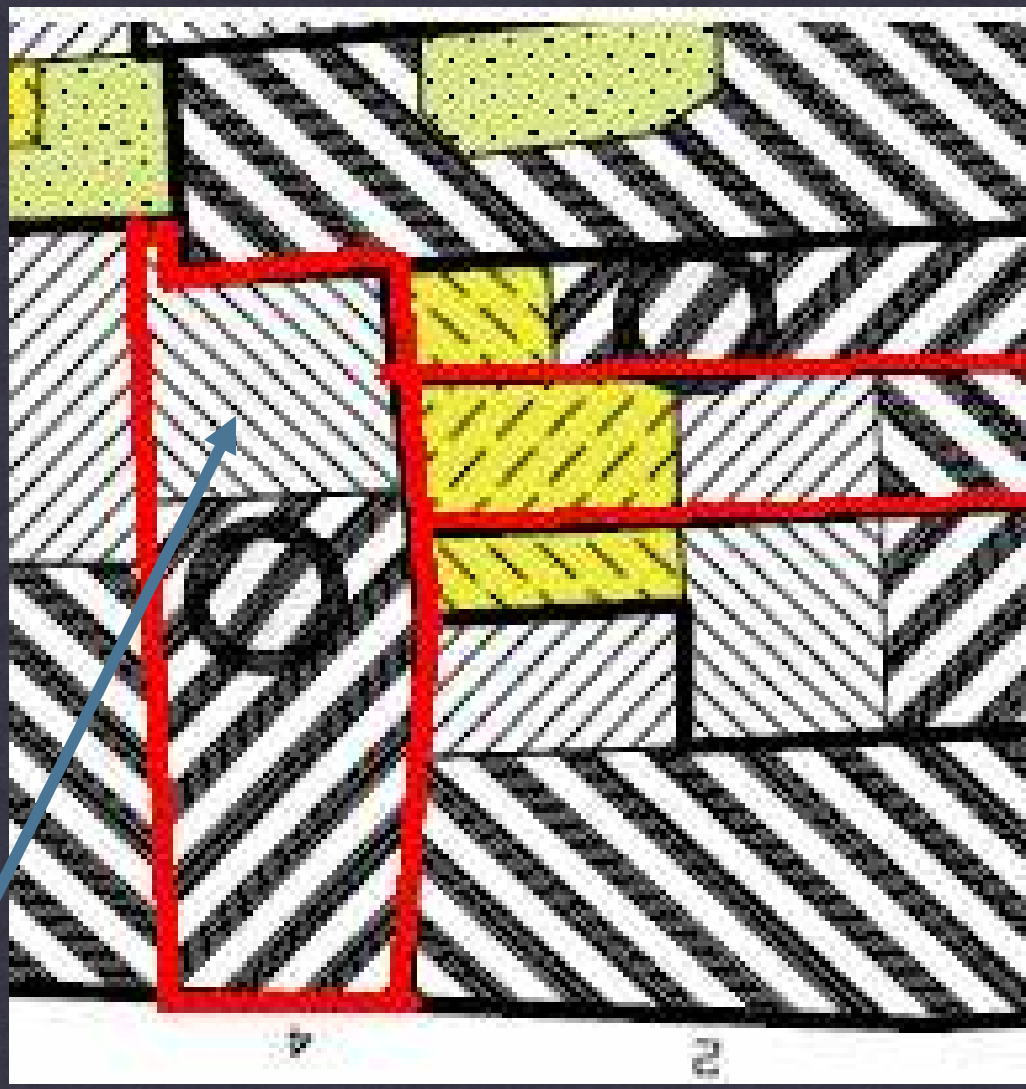


Faça
sur r

La façade est conservée, pas de prescription particulière;

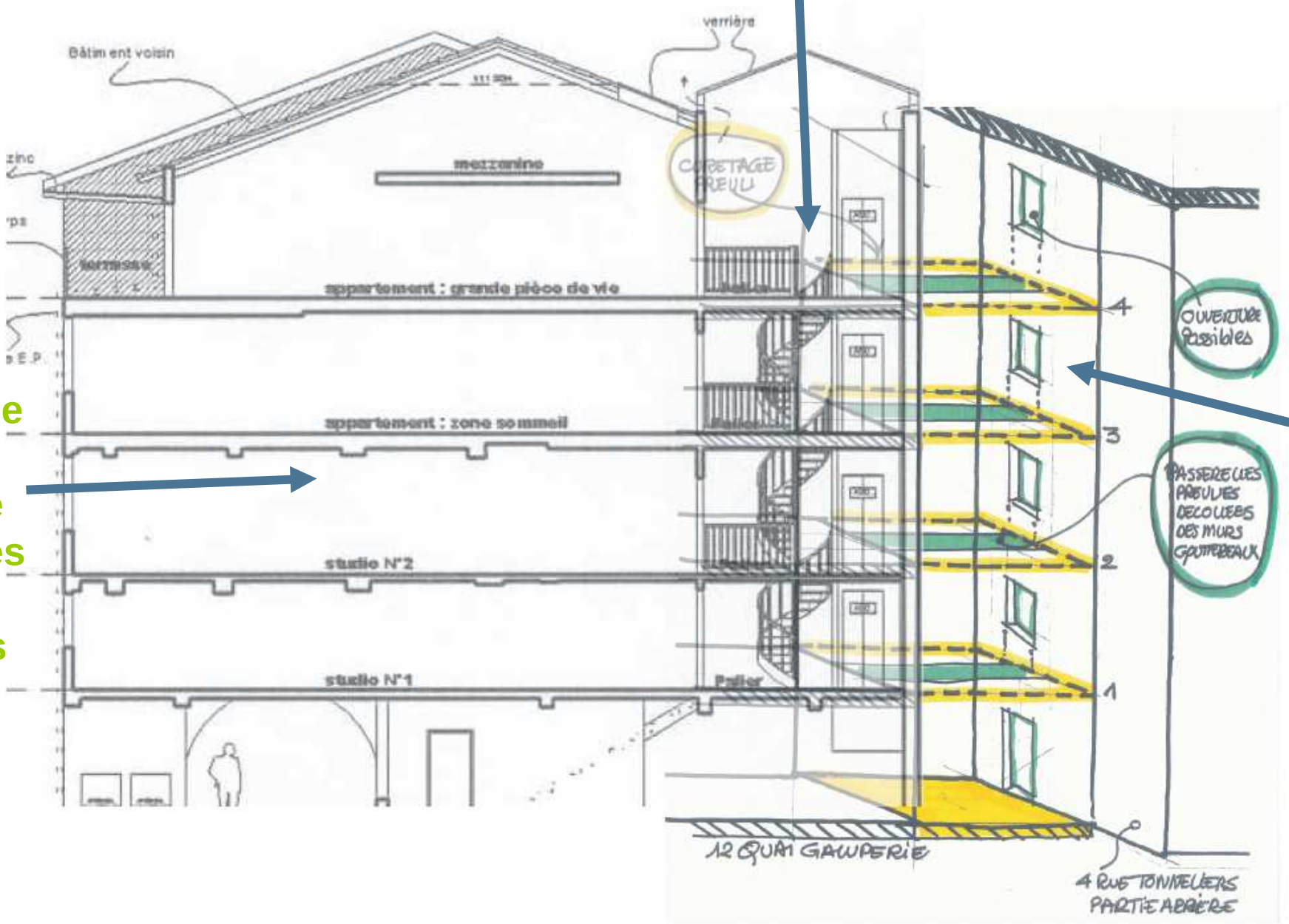
La façade est neuve, elle est traitée coupe feu, pare flamme;





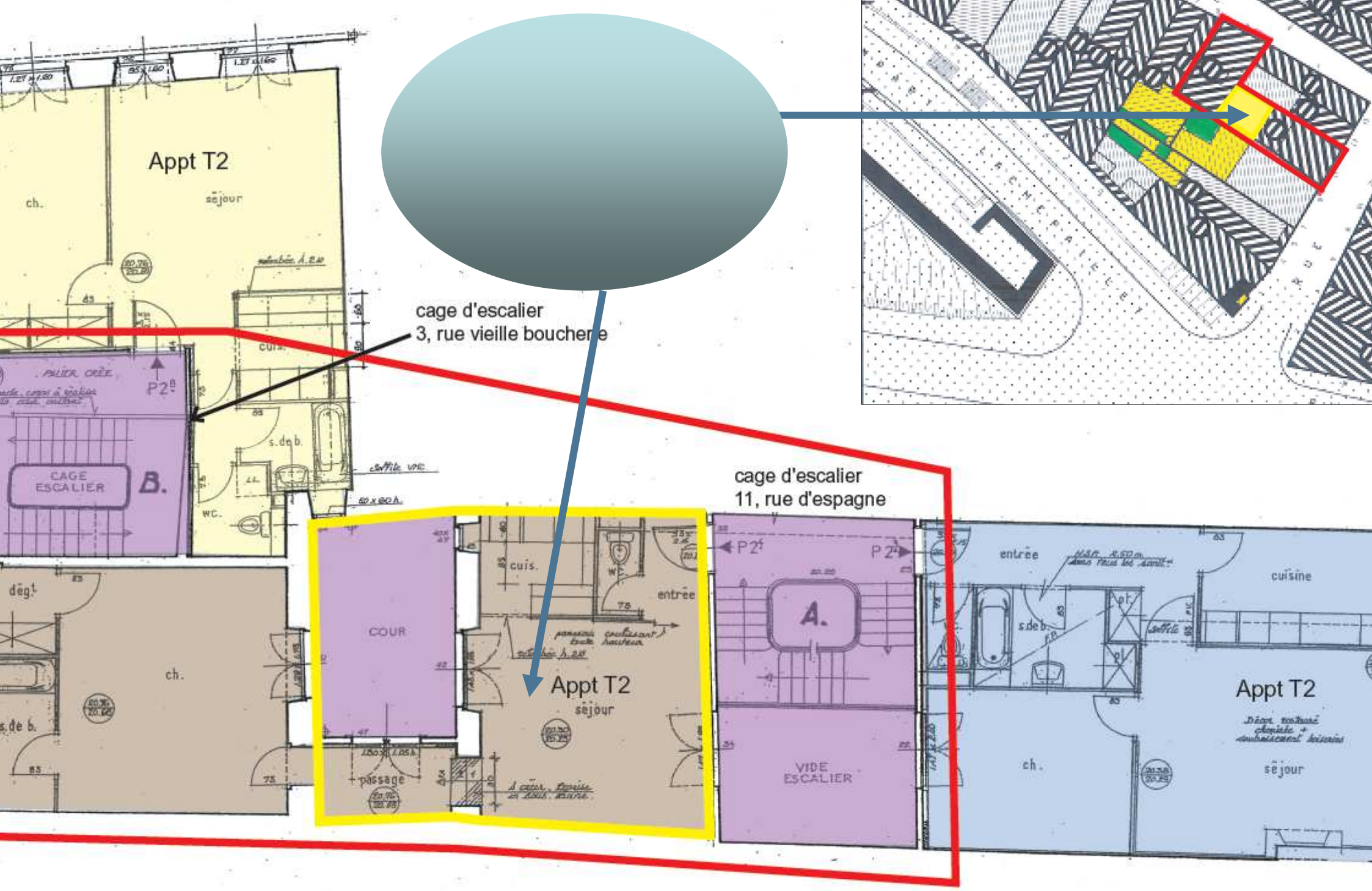
PARTIE ARRIERE D'IMMEUBLE INSALUBRE SANS SECURITE INCENDIE

d’immeuble démolie



Immeuble qui apporte les issues de secours

Immeuble q bénéficie d l’escalier nouveau de l’immeub voisin


Appt T2
séjour
ch.
cage d'escalier
3, rue vieille boucherie
CAGE ESCALIER
B.
cuis.
s.de b.
wc.
cage d'escalier
11, rue d'espagne
COUR
cuis.
entrée
Appt T2
séjour
passage
A.
VIDE ESCALIER
entrée
cuisine
s.de b.
Appt T2
séjour
ch.

EN CONCLUSION ….

RESTAURER LES IMMEUBLES C'EST AMELIORER LA QUALITE DE VIE DES HABITANTS ET C'EST DIMINUER, VOIRE SUPPRIMER LES RISQUES